

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

Grenoble, le 23/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NEXSTONE (Les 2 Alpes) ex CMGO**

1 rue du colonel Pierre Avia  
75015 Paris

Références : 025 – Is094-SS  
Code AIOT : 0006101110

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement NEXSTONE (Les 2 Alpes) ex CMGO implanté LE PEUYE 38520 Les Deux Alpes. L'inspection a été annoncée le 31/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées, unité départementale de l'Isère.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NEXSTONE (Les 2 Alpes) ex CMGO
- LE PEUYE 38520 Les Deux Alpes
- Code AIOT : 0006101110
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'ancienne carrière du Peuye près du hameau des Ougiers à Vénosc (commune des Deux-Alpes) autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2007-08516 du 08 octobre 2007 n'est plus exploitée, sa remise en état est terminée. La carrière actuelle est autorisée par l'arrêté préfectoral du 09/06/2021, et l'arrêté complémentaire du 12/04/2023.

La production maximale autorisée est de 230.000 t/an. Les apports de déchets inertes sont autorisés dans le cadre de la remise en état de la carrière, dans la limite de 30.000 t/an. L'arrêté prévoit aussi la possibilité de traitement de matériaux sur place à l'aide d'équipements mobiles. 2024 a été la première année d'exploitation,.

Sur le site du Clapier d'Auris, les installations de transit et traitement de matériaux, modernisées, sont autorisées par l'arrêté préfectoral n°2010-06697 du 11 août 2010, et l'arrêté complémentaire DDPP-DREAL-UD38-2020-07-04 du 2 juillet 2020. Les matériaux proviennent de la carrière du Peuye et aussi de l'extérieur de la vallée.

Les prélèvements d'eau dans la nappe du Vénéon sont autorisés par l'arrêté préfectoral 20240806\_APC-n°DDPP-DREAL UD38-2024-08-02\_CMSE du 6 août 2022.

Sur le même site avec un accès commun se trouvent aussi une centrale à béton exploitée par Vicat et un petit dépôt de chantier de l'entreprise Colas.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Tirs	Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article .5.2.4	Demande d'action corrective	3 mois
5	Tirs	Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article .5.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
9	Mise en œuvre des mesures de réduction des risques	Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article .1.4.1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accès	Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article .1.10.3	Sans objet
2	Mesures des retombées de poussière	Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article 2.1.3 et AP 10/12/2013 art 40,41 et AP 11/08/2010 art 11	Sans objet
3	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article .5.2.1 et AP 11/08/2010 art 13	Sans objet
6	Déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article .7.1.3.3	Sans objet
7	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 29, 30 34	Sans objet
8	Copil	Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise Nexstone qui exploite la carrière du Peuye et le site du Clapier d'Auris respecte l'ensemble de ses obligations réglementaires. Deux non-conformités ont été relevées, elles concernent :

- les tirs de mine, qui ne respectent pas toujours les seuils réglementaires de vitesse particulière et de pression acoustique. Il est demandé à l'exploitant, en lien avec son prestataire, de modifier ses plans de tir de manière à se maintenir au-dessous des valeurs fixées dans l'arrêté d'autorisation, sous 3 mois, le bilan 2025 des tirs de mine sera également transmis à l'inspection des installations classées.

- le suivi des masses rocheuses instables : l'exploitant a engagé une révision des études d'aléa relatives aux éboulements et laves torrentielles sur la carrière du Peuye, ce qui devrait déboucher sur de nouvelles préconisations de surveillance du site. Ces études seront transmises à l'inspection des installations classées, et les préconisations correspondantes mises en oeuvre, sous 6 mois.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article .1.10.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité du public
<b>Prescription contrôlée :</b>  Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. Le site est inaccessible au public avec la mise en place d'une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées, résultant du fonctionnement des carrières, et d'autre part à proximité des zones clôturées.
<b>Constats :</b>  L'accès à la carrière du Peuye est équipé d'un portail, un grillage a été mis en place sur tout le tour de la carrière dans les zones accessibles au public.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Mesures des retombées de poussière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article 2.1.3 et AP 10/12/2013 art 40,41 et AP 11/08/2010 art 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures des retombées de poussière
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussière. Ce plan décrit notamment

les zones d'émission de poussière, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leurs nombres. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est réalisé et mis en œuvre conformément aux dispositions de l'Arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatives aux carrières. Sur la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant effectue des mesures de poussière PM10, PM2,5, concentration de la fraction alvéolaire, concentration en silice cristalline afin de quantifier l'exposition des populations. Chaque année, l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées. Ce bilan reprend les valeurs mesurées et les commente sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante. Le respect de la norme NFX43-014 (2017) méthode des jauges de retombées, est réputée répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

**Constats :**

L'exploitant effectue des mesures régulières des retombées de poussières autour de la carrière du Peuye. Les dernières mesures par Dekra remontent au dernier trimestre 2024 (du 22/10 au 20/11). Sur les 4 jauges Owen installées les valeurs sont largement inférieures à la valeur limite de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante.

Sur le site d'Auris les mesures des retombées atmosphériques se font suivant la méthode des plaquettes de dépôt, par l'entreprise Pronetec, sur 4 points de mesure.

Les empoussièrerements relevés sont faibles (maximum 2,40 g/m<sup>2</sup>/mois sur la station 4) et inférieurs au seuil indicatif de 10 g/m<sup>2</sup>/mois définissant les zones faiblement poussiéreuses.

Le rapport de suivi de l'année 2024 conclut que " les relevés semblent démontrer que ces zones ne subissent que très faiblement l'impact de l'activité de la carrière sur la période considérée".

Sur la carrière du Peuye les pistes sont arrosées par tracteur, un projet d'aspersion des pistes par asperseur enterré est à l'étude. Un laveur de roue va être mis en place en sortie de site.

Sur le site du Clapier l'exploitant étudie des améliorations de l'arrosage en fin de tapis.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Surveillance des émissions sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article .5.2.1 et AP 11/08/2010 art 13

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée et en limite de périmètre autorisé. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 et les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans les conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dès la publication de cette arrêté et ensuite immédiatement tous les trois ans. Elle peut être intensifiée lorsque les fronts de taille se rapprochent des habitations. La mesure initiale est effectuée dans les conditions les plus défavorables, (fonctionnement de la carrière et des installations de traitement des matériaux).

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plainte ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.
<b>Constats :</b>  Le dernier rapport de suivi des émissions sonores sur le site des Ougiers à Auris fait suite aux mesures du 25/04/2025, il n'y a pas de dépassement des niveaux et émergences sonores réglementaires en limite de carrière. L'exploitant indique que les dernières mesures effectuées autour des installations de traitement de matériaux sur le site du Clapier n'ont pas non plus montré d'anomalie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Tirs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article .5.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveau de crête lors des tirs de mine
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le niveau de pression acoustique de crête est le niveau de la valeur maximale de la pression acoustique instantanée mesurée avec la pondération fréquentielle C. Afin de limiter la gêne du tir de mine, le niveau de pression acoustique de crête sera vérifié lors du premier tir avec comme objectif d'atteindre lors des prochains tirs si ce n'est pas le cas dans les ZER des valeurs de niveau de pression inférieures à 120 dB. L'exploitant prendra des dispositions techniques pour réduire cette valeur avec comme objectif un niveau de 115 dB après une période d'observation sur 30 tirs.
<b>Constats :</b>  En 2024 sur 6 tirs dans l'année un dépassement du niveau de pression acoustique de crête fixé à 120 dB dans l'arrêté a été noté le 20/11/2024 au niveau d'un point de mesure.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'objectif pour l'exploitant est d'obtenir un niveau de 115 dB après une période d'observation sur 30 tirs. Dans l'attente d'avoir réalisé ces 30 premiers tirs, il est demandé à l'exploitant de modifier avec son nouveau prestataire Sofiter (Titanobel) les plans de tirs pour limiter le niveau de pression acoustique à 120 dB.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Tirs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article .5.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vibration liée aux tirs de mine
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les dispositifs d'abattage à l'explosif et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. A ce titre, l'exploitant définit des plans de tir adaptés tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Les tirs de mine ont lieu les jours ouvrables toujours vers la même heure en fin de matinée sauf circonstances particulières. Les tirs de mine ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées selon les trois axes de la construction pour ne pas créer de désordre dans les constructions. De plus et afin de ne pas créer de gêne pour les riverains, un objectif de 2,5 mm/s pour 80% des tirs avec un maximum de 5 mm/s pour les autres est fixé pour ces mêmes vitesses particulières pondérées. Chaque tir fait l'objet de mesures de vibration. Les points de mesure au nombre de 2 au minimum seront implantés en concertation avec les riverains. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures en chaque point. Sur les sismogrammes recueillis, il conviendra qu'apparaissent la date et l'heure de tir, les vitesses particulières, le lieu de l'enregistrement, l'onde de surpression aérienne. Ce registre est tenu en permanence durant toute la durée de l'exploitation à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant avertit les parties intéressées, a minima la commune et les riverains les plus proches selon des modalités prédéfinies du jour et de l'heure de chaque tir de mine.

**Constats :**

Sur les 6 tirs de 2024 effectués par Rocmine (minage d'un éperon rocheux et pétardage de gros blocs dans les éboulis) 4 ont présenté des dépassements significatifs des valeurs limites particulières dans les 3 dimensions de l'espace, au niveau du local technique ou de M.Balme. Les vitesses ont pu atteindre 13,8 et 17,7 mm/s lors des tirs du 20/11/2024, au-delà même des limites fixées dans l'arrêté ministériel de 1994. L'exploitant indique avoir depuis changé de prestataire pour le minage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de revoir avec son prestataire les plans de tirs mis en oeuvre pour respecter les valeurs limites des vitesses particulières autorisées. Une synthèse sur l'année 2025 sera transmise à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Déchets inertes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article .71.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions d'admission des déchets inertes

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis. L'exploitant s'assure que les déchets ne proviennent pas de sites contaminés. Avant la

<p>livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable. Ce document est signé par le producteur de déchets et les différents intermédiaires le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission. Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable. L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé d'acceptation des déchets, le nom et les coordonnées du producteur des déchets, le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, la quantité de déchets admis, exprimé en tonnes, leur provenance et leurs caractéristiques, le résultat du contrôle visuel et le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement. Le cas échéant, les motifs de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets inertes utilisés pour remblayer la carrière du Peuye sont reçus au Clapier pour pesée, contrôle visuel, vérification des documents d'acceptation préalable. Une partie des déchets inertes peut être valorisée sur place.</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure d'acceptation préalable des déchets inertes, et d'un registre des refus.</p> <p>Lors de l'inspection un camion présentant une quantité importante de déchets de plâtre a été refusé à la bascule.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Rejets aqueux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 29, 30 34</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 29 Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation. Article 30 Sur chaque tuyauterie de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc.). Les points de mesure sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou des obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces</p>



points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Article 34 Les prescriptions du présent article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel. L'exploitant justifie, dans son dossier d'enregistrement, que le débit maximal journalier ne dépasse pas 1/10e du débit moyen interannuel du cours d'eau. La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5. La modification de couleur du milieu récepteur (cours d'eau, lac, étang, canal), mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l. Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas, en dehors de la zone de mélange : - une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et 2 °C pour les eaux conchyliques ; - une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ; - un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6-9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5-8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7-9 pour les eaux conchyliques ; - un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques. Article 35 Les eaux pluviales polluées (EPp) rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : - MEST : 35 mg/l ; - DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l. Pour chacun de ces polluants, le flux maximal journalier est précisé dans le dossier de demande d'enregistrement. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

#### Constats :

Les rejets aqueux des installations de traitement transitent par un bassin de décantation avant rejet à la confluence Romanche/Vénéon. Les mesures figurant dans le rapport d'analyse de Normec Abiolab suite aux prélèvements effectués le 29/10/2024 n'appellent pas d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Copil

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/04/2023, article 1

**Thème(s) :** Autre, Communication

#### Prescription contrôlée :

Article 1.10.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-DREAL-UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 est modifié comme suit : Communication avec les riverains, élus et associations Un comité de pilotage (Copil) sera créé et composé de France Nature Environnement (FNE) 38, de l'association "Biodiversité Sous Nos Pieds", du parc national des Ecrins, de la commune de Les Deux-Alpes, du conservatoire des espaces naturels Isère, des conseillers départementaux du canton de l'Oisans-Romanche, de représentants de riverains, du service RTM (restauration des terrains en montagne), de la DREAL et de la société CMSE. Ce comité de pilotage sera placé sous la présidence des élus de la commune des Deux-Alpes et se réunira semestriellement. L'invitation, comportant un ordre du jour, sera transmise par l'exploitant à tous les membres au moins 15 jours avant le Copil. Le président pourra, en tant que de besoin, confier toute personne compétente aux réunions du Copil.

#### Constats :

Des réunions du comité de pilotage ont lieu 2 fois par an. En 2024 le comité s'est réuni les 12/06 et 21/11/2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Mise en œuvre des mesures de réduction des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article .1.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques naturels

**Prescription contrôlée :**

Les installations et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposées, ménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **Constats :**

La question des risques naturels et la conformité aux éléments figurant dans le dossier d'autorisation de la carrière du Peuye est évoquée.

### **Les études les plus récentes sont les suivantes :**

- SOVMAT - Diagnostic des risques naturels et propositions de parades, RTM, Novembre 2017
- CMCA - Carrière des Ougiers à Vénosc (38), Expertise géologique, CEREMA, Novembre 2017

### **Carrière du Peuye :**

Il est précisé dans l'étude de dangers accompagnant la demande d'autorisation de la carrière du Peuye :

"A chaque reprise de l'exploitation, ou avant l'exploitation d'une nouvelle zone de la falaise, les opérations suivantes seront notamment mises en œuvre :

- Des cibles topographiques seront posées sur les éléments pouvant présenter des signes d'instabilité. Un contrôle sera exercé avant chaque reprise d'exploitation. Lorsque les mouvements décelés dépasseront les cotes de référence, un expert interviendra pour définir précisément les mesures à prendre.

- Le recensement exhaustif des compartiments rocheux considérés comme potentiellement instables dans la zone d'influence des tirs (correspondant à un rayon de 150 m), réalisé par un géologue-géotechnicien. Les traitements ad hoc de la falaise et/ou les préconisations de surveillance découleront de ce recensement".

...

*"Mesures de réduction des potentiels de danger - Chutes de blocs*

Un géotechnicien exerce un contrôle annuel de la stabilité générale des fronts et falaises qui seront instrumentées de repères topographiques à la mise en exploitation. Le chef de carrière sera secondé par un opérateur-géomètre qui aura en charge d'implanter tous les points et lignes clés du projet.

Le chef de carrière s'assurera quotidiennement de la stabilité des masses en place. Cette surveillance sera renforcée en période de dégel et après de fortes pluies. Les purges d'éléments instables seront effectuées en conséquence de ces observations. "

Le recensement des masses instables et leur suivi topo n'a pas encore été mis en œuvre comme prescrit dans l'étude de dangers accompagnant le dossier de demande d'autorisation de la carrière. L'exploitant précise que l'étude géotechnique de 2017 est en cours de réactualisation, elle précisera les prescriptions relatives aux risques de chute de blocs, éboulements et laves torrentielles : évaluation de l'aléa, poses de cibles topo, instrumentation éventuelle. La mise en place d'une station météo est envisagée. Cette étude sera transmise à l'inspection des installations classées.

Le chef de carrière précise les mesures prises à ce jour : arrêt du travail en cas de fortes pluies et fortes chaleur, équipements de protection pour travailleur isolé.

### **Site du Clapier d'Auris :**

L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de débordement sur la digue du Symbhi et la plateforme des installations de traitement lors des dernières crues du Vénéon de juin 2024.

## **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place les mesures préconisées dans l'étude dangers de

la carrière pour le suivi des risques géotechniques (éboulements, laves torrentielles).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois